

A chacun d'agir, sans attendre que l'Etat le fasse à sa place

Tout bon écologiste devrait être libéral! Encore faudrait-il s'entendre sur la définition du terme "libéral". Une écologie libérale est une écologie où chacun prend ses responsabilités, sans attendre que l'Etat le fasse à sa place. C'est aussi admettre que l'on a des droits, comme celui de prélever du bois dans notre environnement, mais aussi des devoirs envers la nature, comme de ne pas défricher nos forêts.

Si l'écologie ne prend pas en compte l'économie et inversement, ni l'une ni l'autre ne sera durable. Prenons le cas des cimentiers. La fabrication du ciment émet beaucoup de CO₂, représentant 5% des émissions totales dans le monde. Or, personne n'est prêt à renoncer à l'utilisation de ciment. Alors, que faire? Les industriels de la branche ont fondé en 1999 le "Ciment pour le développement durable" (CSI), qui regroupe les plus grands producteurs de ciment de la planète. Ceux-ci se fixent des objectifs de réduction de CO₂. Par exemple, depuis 1990, Holcim a déjà réduit de 14,7% ses émissions de CO₂ par tonne de ciment produit, avec un objectif de 20% d'ici 2010. Rappelons ici que le Protocole de Kyoto impose aux Etats, d'ici 2012, une diminution de leurs émissions de seulement 8% par rapport à 1990. L'exemple d'Holcim est la preuve que des entreprises peuvent aller plus vite et plus loin que les Etats dans les prises de décisions et leur mise en œuvre, en réalisant au passage de substantielles économies financières.

L'Etat doit être présent là où l'économie ne peut prendre le relais. C'est le cas des économies d'énergie, qui ne sont défendues par aucun lobby. Et lorsqu'on demande à des vendeurs d'électricité d'organiser des campagnes pour inciter leurs clients à consommer moins d'énergie, on leur demande simplement de se tirer une balle dans le pied! Par analogie, va-t-on demander à un confiseur de dire à ses clients que le chocolat fait grossir et qu'ils devraient diminuer leur consommation? L'Etat doit s'imposer en fixant des objectifs contraignants, il en va de notre sécurité. Relevons qu'en raison d'enjeux politiques et financiers énormes dans le domaine de l'énergie, de nombreuses guerres dans le monde en résultent. Moins nous aurons besoin d'énergie provenant de l'étranger (pétrole, gaz, uranium), plus notre pays pourra se développer de manière indépendante et sûre.

Certains lobbys – comme celui des pétroliers – aimeraient nous voir continuer à consommer leur précieux liquide pour mieux nous tenir à la gorge. Si nos autorités étaient visionnaires, elles auraient par exemple imposé une isolation supplémentaire à toute nouvelle construction équipée de chauffage à mazout.

Par le passé, l'Etat a rendu obligatoires des normes incendie pour qu'en cas de feu, un bâtiment ne mette pas en péril toute la collectivité. Il faut voir les problèmes énergétiques sous le même angle: le fait de ne pas prendre de mesures cadres met en péril notre approvisionnement énergétique à tous.

On a vu plus haut que chacun peut faire quelque chose en prenant ses responsabilités. A l'occasion de la Journée internationale d'actions contre les changements climatiques, le 4 novembre, le mouvement Ecologie libérale a distribué gratuitement 500 ampoules économiques en Suisse romande. Cette simple action concrète de sensibilisation diminuera de 8 tonnes les émissions de CO₂ sur la durée de vie de l'ensemble des ampoules. Par contre, la plupart des actions organisées à travers le monde consistaient stérilement à manifester et distribuer des tracts.

En conclusion, l'écologie n'est ni de droite ni de gauche, mais elle doit faire la place aux actes plutôt qu'aux grands discours.

Dr Isabelle Chevalley
Présidente d'Ecologie libérale